



Face aux nationalismes

Projet de résolution politique

soumise par le groupe de travail « *Préparation du Congrès USF 2019* »

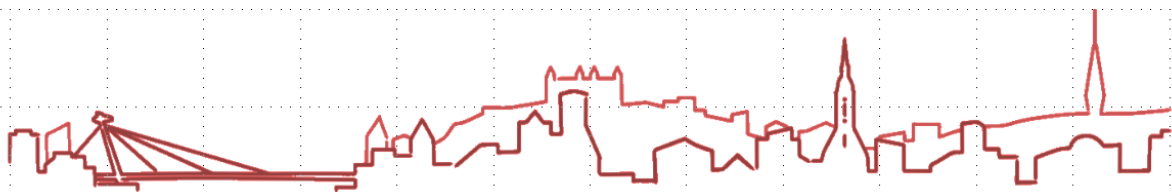
et adoptée par le Comité fédéral du 16 février 2019 à Bruxelles

Le projet européen est menacé

L'Union Européenne n'a pas su donner des réponses à deux défis majeurs récents.

D'abord, la crise du capitalisme financier, qui a éclaté en 2008 sur les marchés hypothécaires aux États-Unis, a déstabilisé le système économique mondial. La crise du système bancaire s'est transformée, en Europe, en une crise de la dette publique ; les budgets publics ayant servi à éponger les dettes privées. La seule réponse que l'Union Européenne a trouvée pour stabiliser les États-membres en difficulté était une cure d'austérité brutale. La facture a été payée par les travailleurs, les services publics, les retraités, les jeunes massivement au chômage, et, plus généralement, les populations dépendant des transferts sociaux.

Ensuite, la crise des migrations. Les agressions occidentales contre l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie et la Libye ont ravagé ces pays, déclenchant la fuite de millions de personnes, dont une partie cherche refuge en Europe. Le système européen dit « de Dublin », qui charge les États-membres méditerranéens d'accueillir ces flux migratoires, n'est de toute évidence pas adapté à une telle situation. Mais à l'exception notable de la Suède et de l'Allemagne, les autres États-membres ont refusé un accueil massif des réfugiés, bloquant toute tentative d'une répartition solidaire des réfugiés. La conséquence immédiate fut la montée des forces nationalistes et xénophobes dans la plupart des pays de l'UE. Elles ont conquis le pouvoir en Hongrie, en Pologne, en Italie, en Belgique et en Autriche. En Allemagne, en



USF Congress

BRATISLAVA

30 MAY – 2 JUNE 2019

France, aux Pays-Bas, en Finlande, au Danemark, en Suède, en Slovaquie, elles montent à un niveau dangereux. Le Royaume-Uni a quitté l'Union Européenne.

Aujourd'hui, le soutien populaire pour l'intégration européenne est ébranlé. Si une majorité favorable existe encore, elle est tout au moins très fragilisée.

À la base de ces crises, il y a la faiblesse des forces progressistes. Des solutions solidaires, communes, s'inscrivant dans une voie de progrès social, n'ont même pas pu être entendues dans les cercles du pouvoir, ou dans les médias populaires. Depuis l'implosion du système soviétique, les discours socialistes ou sociaux-démocrates n'ont pas su garder de cohérence, d'objectif ou d'impact idéologique populaire. Aujourd'hui, nous assistons à l'implosion des forces sociales-démocrates un peu partout en Europe.

La Fonction Publique Européenne (FPE), au sens large, comprenant également les autres services publics internationaux en Europe) est doublement exposée : d'abord, comme service public, elle subit la même agression que les services communaux, régionaux, nationaux, hospitaliers : discours haineux, réduction des budgets, diminution des effectifs, etc. Ensuite, « les bureaucrates de Bruxelles » symbolisent l'intégration européenne, cible des nationalistes. Attaquer la FPE, c'est servir les discours populistes à la fois anti service public, et anti-européen.

Les gouvernements, même ceux encore pro-européens, ont cédé à ces discours, en appliquant une politique d'austérité à la FPE. Réduction des postes, augmentations des temps de travail hebdomadaire et au détriment des temps de vie, blocages des carrières, précarisation sont les recettes. Souvent, cela va de pair avec une politique patronale agressive contre les syndicats, jusqu'au licenciement des activistes syndicaux (comme à l'OEB).

La FPE est la colonne vertébrale de l'intégration européenne. Les forces pro-européennes, qu'il s'agisse des syndicats, des sociaux-démocrates, des socialistes, des écologistes, et même des libéraux et conservateurs éclairés, doivent reconnaître le rôle primordial de la FPE dans l'intégration européenne, et la défendre contre les nationalistes.

De cela ne dépendent pas seulement nos emplois et leur qualité, mais l'avenir du continent tout entier.

L'Union Syndicale Fédérale essaiera de fédérer les forces autour de cet axe :

- en essayant de surmonter l'éclatement des forces syndicales sur nos lieux de travail, enclenchant un nouveau processus d'unification des forces syndicales, comme celui qui a donné naissance à l'Union Syndicale dans les années 70 ;
- en travaillant main dans la main avec le mouvement syndical européen (FSESP, CES) ;
- en œuvrant au Mouvement Européen, pour une meilleure compréhension de l'importance de la FPE pour l'intégration européenne ;
- en créant des occasions pour amener les forces politiques proeuropéennes à discuter et à se fédérer, via nos canaux de communication, des symposiums, etc.